

A V I S

sur

le projet de règlement grand-ducal modifiant

- 1) le règlement grand-ducal modifié du 28 juillet 2000 fixant le régime des indemnités des chargés de cours a) des établissements d'enseignement postprimaire publics b) des établissements d'enseignement primaire et préscolaire**
- 2) le règlement grand-ducal modifié du 28 juillet 2000 fixant le régime des indemnités des employés occupés dans les administrations et services de l'État**
- 3) le règlement grand-ducal modifié du 28 juillet 2000 fixant le régime des indemnités des employés exerçant une profession sociale ou éducative dans les administrations et services de l'État**
- 4) le règlement grand-ducal modifié du 28 juillet 2000 fixant le régime des indemnités des employés exerçant une profession paramédicale dans les administrations et services de l'État**

Par dépêche du 1^{er} juillet 2009, Monsieur le Ministre de la Fonction Publique a demandé l'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics sur le projet de règlement grand-ducal spécifié à l'intitulé.

Aux termes de l'exposé des motifs qui y était joint, ledit projet se propose de modifier quatre règlements grand-ducaux du 28 juillet 2000 fixant le régime des indemnités de différentes catégories d'employés de l'État (chargés de cours, employés administratifs et techniques et employés exerçant une profession sociale, éducative ou paramédicale), ceci suite à l'entrée en vigueur de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental, qui prévoit dans plusieurs de ses dispositions la possibilité d'une reprise par l'État de certaines catégories d'employés ou de salariés des communes.

Les modifications envisagées des quatre règlements grand-ducaux en question s'imposent afin d'éviter que les agents concernés ne subissent une perte de revenu ou d'autres désavantages au moment de leur reprise par l'État, les règles applicables à ce moment risquant en effet d'être plus sévères et donc moins favorables que celles ayant régi leur engagement dans le secteur communal.

Dans ces conditions, la Chambre des fonctionnaires et employés publics ne peut évidemment que se rallier au projet sous examen, dont le texte n'appelle pas de critique de sa part.

(Avis émis conformément aux dispositions de l'article 3, alinéa 2, du règlement d'ordre interne de la Chambre des fonctionnaires et employés publics).

Luxembourg, le 13 juillet 2009.

Le Directeur,

G. MULLER

Le Président,

E. HAAG